2007-05328/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES JUIN 2001

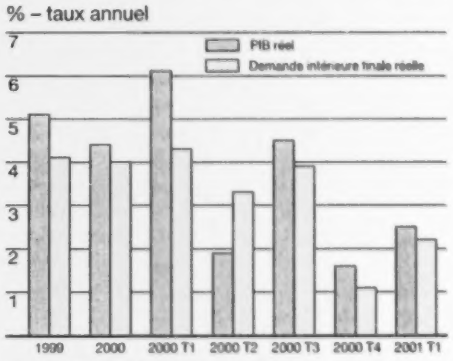
APERÇU

- Au premier trimestre de 2001, le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 2,5 %, soit plus vite qu'au dernier trimestre de 2000, alors qu'il augmentait de 1,6 %, mais plus lentement que la croissance annuelle de 4,4 % enregistrée en 2000.
- La croissance a été alimentée par une demande intérieure finale réelle plus importante, surtout dans les domaines des dépenses de consommation et de la construction résidentielle. La demande accrue de produits de fabrication canadienne a également stimulé le PIB réel, les importations ayant chuté de 11,0 %.
- Tandis que le volume des exportations a diminué de 5,7 %, résultat d'une baisse de la demande provenant des États-Unis, les exportations nominales ont augmenté en raison de la hausse des prix de l'énergie. C'est ainsi que l'excédent du compte courant a atteint le niveau record de 50,9 milliards de dollars, soit 4,6 % du PIB nominal.
- La progression de l'emploi a repris; il y a eu un gain net de 55 000 emplois en mars et en avril après une perte en février et l'absence de gain en janvier. Depuis la fin de 1999, la progression nette s'établit à plus de 355 000 nouveaux emplois. En avril 2001, le taux de chômage était de 7,0 %.

La modeste progression du PIB réel se poursuit

Au premier trimestre de 2001, l'économie canadienne a poursuivi son expansion plus modeste après avoir affiché une forte progression au cours des deux années précédentes. Il s'agissait du 36e gain trimestriel consécutif. La demande intérieure finale réelle s'est accrue de 2,2 % après un gain de 1,1 % au quatrième trimestre de 2000, privilégiant quelque peu les biens et les services canadiens. Ces facteurs ont fait grimper la production canadienne (graphique 1). En revanche, la demande a été partiellement comblée à même les stocks, de sorte que l'accumulation de ces derniers s'est ralentie. Ce fait et la baisse de la demande étrangère ont freiné la croissance.

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure réelle



Nota – La demande intérieure finale comprend les dépenses des Canadiens se rapportant à des biens, à des services, à des logements ainsi qu'à des usines et à du matériel.

Nota : Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 31 mai 2001, à midi.

Ministère des Finances Canada | Department of Finance Canada

Canada

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	1999	2000	2000 T3	2000 T4	2001 T1	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	5,1	4,4	4,5	1,6	2,5		–
Demande intérieure finale	4,1	4,0	3,9	1,1	2,2		–
Dépenses publiques							
Biens et services	2,6	2,2	1,2	3,5	4,8		–
Immobilisations brutes	12,3	7,6	7,0	2,2	-3,6		–
Dépenses de consommation	3,4	3,6	5,2	1,2	3,6		–
Construction résidentielle	5,3	2,7	9,7	3,9	6,4		–
Investissements fixes des entreprises	7,2	8,1	-0,3	-3,5	-7,5		–
Construction non résidentielle	1,8	5,3	-0,5	2,7	0,5		–
Machines et matériel	10,5	9,7	-0,1	-7,0	-12,0		–
Investissements en stocks des entreprises (G$)	4,6	9,2	10,4	4,5	1,9		–
Exportations	9,9	7,6	1,2	-0,1	-5,7		–
Importations	7,3	8,1	-0,3	-9,1	-11,0		–
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	1,7	26,9	27,6	34,2	50,9		–
(% du PIB)	0,2	2,5	2,6	3,2	4,6		–
Revenu personnel disponible réel	3,3	3,5	-0,4	6,7	5,4		–
Bénéfices avant impôts	21,9	21,8	12,9	7,5	16,2		–
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite du PIB	1,4	3,7	3,5	3,4	3,6		–
Indice des prix à la consommation	1,7	2,7	2,7	3,1	2,8	3,6	avril 2001
IPC – hors aliments et énergie	1,5	1,5	1,5	1,7	1,9	2,1	avril 2001
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0,8	2,3	2,0	2,7	2,8		
Règlements salariaux (total)	2,2	2,5	2,3	2,9	3,6	3,8	mars 2001
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	7,6	6,8	6,9	6,9	7,0	7,0	avril 2001
Croissance de l'emploi	2,8	2,6	1,0	3,0	0,9	2,0	avril 2001
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	67,32	67,34	67,47	65,55	65,47	64,70	30 mai 2001
Taux préférentiel (%)	6,44	7,27	7,50	7,50	7,08	6,25	30 mai 2001

Nota : Les données réelles sont en dollars de 1997 (en chaîne).
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada

Hausse des dépenses de consommation

Les dépenses de consommation réelles ont grimpé au rythme intéressant de 3,6 % au premier trimestre, trois fois plus vite qu'au trimestre précédent, et elles interviennent pour le gros de la hausse de la demande intérieure finale.

Les dépenses en biens durables ont bondi de 11,6 %, surtout au chapitre des produits de l'automobile, des meubles et des appareils ménagers, tandis que les dépenses au titre des services ont légèrement diminué. La hausse du revenu des particuliers a été forte, supérieure en fait à celle du quatrième trimestre, et elle touche toutes les principales sources, à l'exception du revenu de placement. La croissance du revenu du travail a été plus marquée qu'au trimestre précédent même si la progression de l'emploi s'est ralentie puisque la moyenne hebdomadaire des heures travaillées a grimpé. Le revenu personnel disponible réel a augmenté de plus de 5 %, tandis que le revenu disponible réel par habitant a atteint un nouveau sommet. Le revenu personnel disponible augmentant plus rapidement que les dépenses de consommation nominales, le taux d'épargne des particuliers est passé de 4,0 à 4,4 %.

Les investissements fixes des entreprises continuent de diminuer

Les dépenses des entreprises en usines et en matériel au premier trimestre ont diminué de 7,5 % par rapport au quatrième trimestre de 2000, un troisième recul consécutif. L'investissement dans les machines et le matériel à forte incidence sur les importations a chuté de 12,0 % après avoir reculé de 7,0 % au trimestre précédent. Même si les baisses ont touché de nombreux secteurs, les transports et le matériel de télécommunications ont été particulièrement touchés. Par contre, la construction non résidentielle, qui repose largement sur la production intérieure, a progressé d'un modeste 0,5 %, la croissance des projets d'ingénierie ayant plus que compensé le recul des projets de construction.

Les investissements résidentiels demeurent vigoureux

Les investissements résidentiels, qui eux aussi reposent largement sur la production intérieure, ont bondi de 6,4 % au premier trimestre après un gain de 3,9 % au quatrième. Profitant de la forte progression des mises en chantier, les activités de construction d'habitations neuves ont progressé d'environ 16 %. Les coûts de transfert de propriété affichent une saine hausse tandis que les dépenses de rénovation ont diminué.

La correction des stocks se poursuit

L'accumulation des stocks au premier trimestre a été plus faible qu'au quatrième trimestre et a freiné la croissance du PIB. Les entreprises ont augmenté leurs stocks de 1,9 milliard de dollars après une hausse de 4,5 milliards au trimestre précédent. Cela reflète en bonne partie le besoin de réduire les stocks dans le secteur de l'automobile.

Les importations reculent plus que les exportations

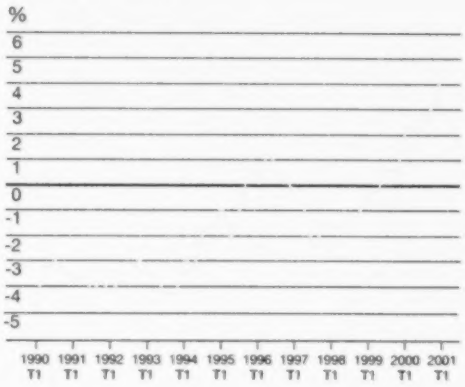
Alors que la demande intérieure favorise les biens et les services canadiens, les importations réelles ont chuté de 11,0 % au premier trimestre. La baisse a surtout été enregistrée dans le secteur des produits de l'automobile, parallèlement à la correction des stocks dans ce secteur, et dans celui des machines et du matériel, résultat de la baisse des investissements des entreprises.

La demande extérieure de produits canadiens a chuté de 5,7 % au premier trimestre. Les exportations de machines et de matériel et de produits de l'automobile ont souffert le plus. Cela reflète le ralentissement économique observé aux États-Unis et la forte correction des stocks dans ce pays.

Nouvel excédent record du compte courant

Les exportations réelles ayant moins diminué que les importations réelles, et les termes de l'échange s'étant améliorés (les prix à l'exportation ont augmenté davantage que les prix à l'importation surtout en raison de la hausse des prix de l'énergie), l'excédent de la balance commerciale nominale a grimpé de plus de 15 milliards de dollars par rapport au quatrième trimestre, atteignant un nouveau sommet. C'est ainsi que l'excédent du compte courant a bondi de plus de 16 milliards pour s'établir au niveau record de 50,9 milliards, soit 4,6 % du PIB nominal (graphique 2), ce qui représente un net redressement par rapport au déficit de 12 milliards enregistré en 1998.

Graphique 2
Compte courant en proportion du PIB nominal



L'inflation demeure contenue, bien que les coûts de main-d'œuvre augmentent

Les tensions sous-jacentes de prix et de coûts demeurent contenues même si l'indice de prix en chaîne du PIB a progressé de 5,0 % au premier trimestre et de 3,6 % par rapport à la même période l'année dernière. L'ampleur de la hausse traduit l'incidence des prix plus élevés

des exportations, plus particulièrement ceux de l'énergie. L'inflation intérieure reste mieux contenue. Même si, d'une année sur l'autre, l'inflation des prix à la consommation a atteint 3,6 % en avril, soit nettement plus qu'en mars, la hausse enregistrée au cours des récents trimestres est largement attribuable aux prix plus élevés de l'énergie. L'inflation sous-jacente de l'indice des prix à la consommation (IPC), qui exclut les aliments et l'énergie, était de 2,1 % en avril, d'une année sur l'autre.

La productivité du travail était mitigée au premier trimestre : la production par employé s'est accrue de 1,6 %, mais la production par heure travaillée a fléchi de 0,8 %. Ce facteur et la forte progression des salaires font que les coûts unitaires de main-d'œuvre ont grimpé de 3,0 %, dépassant de 2,8% le niveau enregistré un an auparavant.

Le secteur énergétique alimente les bénéfices des entreprises

Les bénéfices avant impôts des sociétés ont augmenté pour un 11e trimestre de suite, et 2 fois plus vite qu'au 4e trimestre, en hausse de 16,2 %. Il s'agit d'un gain de 11,2 % par rapport à l'an dernier. La progression était notable dans le secteur de l'énergie, traduisant la hausse des prix de l'énergie et l'effet des programmes de remise pour les entreprises de l'Ouest canadien.

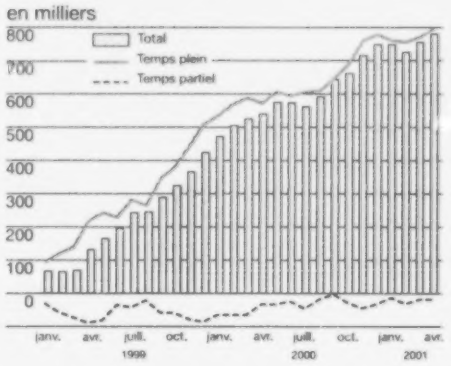
Le chômage reste bas

La croissance de l'emploi s'est ralentie au premier trimestre, s'établissant à 0,9 % après un gain de 3,0 % au quatrième trimestre. Néanmoins, l'emploi est en forte progression ces dernières années. La hausse nette des nouveaux emplois a atteint près de 325 000 en 2000 et 55 000 en mars et en avril, pour un total de plus de 780 000 depuis la fin de 1998 (graphique 3). Les emplois à temps plein représentent la totalité du gain. Le taux de chômage en avril 2001 était de 7,0 %.

Chute des taux d'intérêt à court terme

En réaction au ralentissement de la croissance économique, la Réserve fédérale américaine a abaissé 5 fois en 2001 le taux cible des fonds fédéraux, soit de 250 points de base au total.

Graphique 3
Croissance cumulative de l'emploi depuis décembre 1998



La plus récente baisse est celle de 50 points de base annoncée le 15 mai. De son côté, la Banque du Canada a réduit le taux d'escompte à 4 reprises au cours de cette période, de 125 points de base au total. La baisse de 25 points du 29 mai est la plus récente.

Les taux d'intérêt à long terme aux États-Unis ont augmenté depuis deux mois malgré la baisse du taux cible des fonds fédéraux. Ils sont semblables à ceux de la fin novembre. Les taux à court terme ont chuté de plus de 200 points de base depuis le début de l'année, et d'environ 250 points depuis la fin de novembre. Au Canada, les taux à long terme ont augmenté au moins autant qu'aux États-Unis, tandis que les taux à court terme ont beaucoup moins diminué. C'est ainsi que, de façon générale, les taux d'intérêt sont plus élevés au Canada qu'aux États-Unis.

L'écart croissant par rapport aux taux d'intérêt aux États-Unis a aidé le dollar canadien à se remettre de sa récente faiblesse. Après s'être négocié à près de 65 cents américains au début de mars, le dollar canadien a chuté au début d'avril aux environs de son plancher record de clôture de 63,31 cents américains. Il s'est toutefois repris depuis et a clôturé à 64,70 cents américains le 30 mai.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari, (613) 992-3055. Également diffusé sur Internet à l'adresse http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.